

19 juin 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA DÉFENSE AÉRIENNE ET ANTI-MISSILES DE L'EUROPE.

Monsieur le ministre des Armées,
Mesdames et Messieurs les ministres de la Défense,
Monsieur le Commissaire européen, cher Thierry,
Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'OTAN, cher ami,
Monsieur le commandant suprême de l'OTAN à la transformation,
Mesdames et Messieurs les officiers généraux,
Madame la directrice générale,
Monsieur le délégué général,
Mesdames et Messieurs,

D'abord je veux remercier le ministre des Armées d'avoir organisé cette après-midi de travail à l'occasion du Salon du Bourget et tout ce qui s'en suivra également, et vous remercier toutes et tous pour vos présences aujourd'hui, qui viennent cimenter les coopérations très fortes que nous avons avec vos nations, parfois depuis des décennies, en tout cas que nous avons très fortement consolidées ces dernières années et que nous continuons de décliner.

J'avais en effet proposé lors de la conférence de Munich sur la sécurité au mois de février que nous puissions accueillir en juin une conférence sur la défense aérienne de l'Europe, et c'est chose faite, et je remercie monsieur le Gouverneur militaire de son accueil au cœur de l'hôtel national des Invalides.

En effet, cet événement pour lequel je viens de vous remercier est l'occasion de revenir sur un sujet qui nous est tous familier au fond depuis les années 70, et que nous connaissons bien, avec des discussions parfois intenses qu'elles soient à l'OTAN ou ailleurs dans les années 2000 et 2010. Mais je dirais que cette question de la défense aérienne se pose aujourd'hui avec un jour nouveau. Evidemment, il y a 4 ans, la destruction soudaine, par des missiles, d'installations pétrolières en Arabie avait suscité des interrogations, questions pour nombre de nos pays sur notre résilience. Et surtout bien entendu, la guerre en Ukraine nous rappelle brutalement à la fois le caractère vital de la défense aérienne mais aussi ses dilemmes : que protéger quand on ne peut protéger tout le territoire ? Quel équilibre entre l'offensif et le défensif ? Quel modèle économique quand les objets qui attaquent désormais coûtent si peu ? Et on voit des assaillants qui peuvent, avec des équipements d'une très grande rusticité, en déjouant toutes les règles habituelles de l'engagement, venir nous menacer alors même que les dispositifs de défense sont quant à eux très coûteux et nous continuons, à juste titre, de pousser les meilleures technologies. Et demain, quel rôle dans les garanties de sécurité pour l'Ukraine, voire dans les équilibres stratégiques en Europe ?

Toutes ces questions montrent que quand on parle de défense anti-aérienne, on aurait tort de se précipiter sur la question capacitaire. La question est d'abord stratégique et elle consiste à savoir quel est l'état des menaces, quelle est la réalité de ce qu'on peut défendre et quelle est la stratégie qu'on veut poursuivre ? Ensuite, qu'est-ce que nous sommes en capacité, nous Européens, de produire et qu'est-ce que nous devons ensuite acheter ? Parce que si on a une approche uniquement et d'abord par le capacitaire, on achète tout de suite massivement ce qui est en rayon, même si c'est inutile, et c'est généralement acheter massivement non-européen. C'est pourquoi cette réflexion collective, sans tabou je viens de le montrer, est à mes yeux nécessaire en format européen large comme ce soir, qui inclut aussi des représentants de l'Union européenne et de l'OTAN.

Alors je ne veux pas ici refaire les débats de ce jour, mais juste très brièvement partager avec vous quelques convictions.

La première, j'y ai fait allusion, c'est en quelque sorte de bien qualifier l'équation de la vulnérabilité. Sur un vaste territoire comme celui de l'Europe, il serait totalement illusoire, voire dangereux, de croire qu'on puisse établir des sortes de bulles impénétrables derrière lesquelles on pourrait se croire en sécurité. L'analogie tacite avec l'« Iron Dome » israélien n'est pas vraiment opérante parce qu'on parle d'un territoire qui est 200 fois plus grand. Avec, si on voulait une protection complète et étanche, quelque chose qui serait techniquement infaisable, économiquement insoutenable et stratégiquement contestable. Nous devons donc faire des choix. Et nos choix ont une part d'interdépendance. Et on doit décider ensemble ce que sont les cœurs, nos intérêts vitaux à protéger, nos intérêts les plus stratégiques et sur quoi faire un investissement, je dirais le plus complet possible en Européens et en Alliés.

Seconde réflexion, c'est l'équation de la menace. La guerre en Ukraine façonne notre perception immédiate, c'est totalement légitime, mais je pense qu'on doit au moins éviter deux erreurs à cet égard. La première, c'est qu'à chaque menace correspond une réponse technique spécifique. Je crois que ce serait faux et vous le savez aussi bien si ce n'est mieux que moi. Notre défense est globale, la défense aérienne l'est aussi et donc une protection efficace, ce n'est pas une catégorie de protection. Ce n'est pas un modèle industriel, même si on a besoin d'un ensemble. Non, c'est qu'il s'agisse de la menace représentée par les drones, les missiles balistiques ou le détournement d'avions commerciaux à des fins terroristes — on le voit bien — la réponse à cela, c'est un ensemble qui ne se limite même pas à la seule défense sol-air. C'est un ensemble technologique. C'est une réponse cohérente elle aussi, qui est stratégique, qui dépend de scénarios d'où se décline un ensemble capacitaire.

La deuxième erreur serait de penser que nous sommes tous exposés de la même manière que l'Ukraine. C'est faux et je pense que ça peut nous conduire à faire deux erreurs. D'abord, à surréagir. Cette guerre a quelque chose, il faut bien le dire, aussi de daté en quelque sorte. Elle arrive. C'est un énorme choc géographique, stratégique. Mais elle ne doit pas nous faire oublier les nouvelles menaces et l'intensité qu'auront des menaces très crédibles et qui peuvent faire très mal utilisant et alliant d'ailleurs le cyber et le spatial et d'autres. Et donc n'ayons pas une myopie uniquement à la lumière de ce que nous vivons en Ukraine.

Mais surtout, ne nous mettons pas à oublier ce qu'est l'Alliance. Et là aussi, nous ne sommes pas tous exposés comme l'Ukraine parce que nous sommes membres de l'Alliance, contrairement à l'Ukraine. Et donc nous avons déjà une protection qui a son caractère dissuasif et je le rappelle, l'alliance est qui plus est nucléaire. Et la France y contribue grandement. Et donc frapper le territoire de l'Alliance aurait des conséquences considérables pour l'agresseur. J'ai eu moi-même des mots très clairs dans le cadre de notre doctrine sur ce sujet et donc vous le voyez bien, ça doit être articulé avec l'équation de la menace.

Mon troisième point, c'est l'équation stratégique pour l'Europe. L'agression russe en Ukraine exige de penser aux paramètres d'une paix durable au-delà de cette guerre. Si nous décidons que nous allons remettre en cause l'équilibre trouvé au sommet de Chicago sur la défense antimissile balistique ; si nous décidons que nous allons développer des capacités qui peuvent impacter l'équilibre de la dissuasion nucléaire de membres de l'OTAN ; ce doit être dans un cadre collectif délibéré et dont nous avons pensé les implications, le potentiel de déstabilisation ou peut-être de négociations à terme.

Par exemple, concernant les capacités de frappe de précision dans la profondeur, je l'ai déjà dit, mais il me semble très pertinent de lancer dès à présent une discussion en Européens sur nos besoins, sur notre capacité à y répondre parce que cela s'inscrit totalement dans ce cadre.

La quatrième, c'est l'équation industrielle. Je sais que vous en avez parlé. Les discussions de ce jour ont amplement montré qu'il y avait de nombreuses solutions européennes sur tous les segments clés : capteurs de détection, systèmes de commandement et de conduite et bien sûr les effecteurs comme les missiles, les avions de combat ou les systèmes sol-air.

Je veux saluer tous les industriels italiens, britanniques, allemands, français et d'autres pays européens qui nous ont rejoints aujourd'hui. Et je salue aussi les efforts inlassables de la Commission européenne pour stimuler la BITD européenne, cher Thierry, comme les travaux de l'OTAN sur l'interopérabilité, cher ami, merci encore pour cela.

Mais l'équation industrielle est aussi une équation de souveraineté. Et ce que montre l'Ukraine, c'est que nous ne pouvons donner avec certitude à Kiev que ce que nous avons et que ce que nous produisons. Et ce qui nous vient de tiers non-européens est moins maniable, d'évidence : sujet au calendrier, aux files d'attente, aux priorités, parfois aux autorisations des pays tiers. En dépendant trop de l'extérieur, comme je l'ai dit à Bratislava, on se prépare les problèmes de demain. Et vous le voyez bien en ayant cité l'interopérabilité, je le dis très clairement, cette volonté de développer plus fortement une BITD européenne ne contrevient pas à l'interopérabilité. Elle dit juste deux choses : quand on a une tension au même moment, nos amis Américains peuvent avoir d'autres priorités et livrent leurs capacités au rythme de ce que sont leurs besoins et leurs autres priorités.

En bénéficiant de l'interopérabilité de l'OTAN, nous devons avoir une BITD européenne qui nous permettra d'avoir davantage de stocks, une production adaptée à nos rythmes, qui nous permettra d'ailleurs de redonner du muscle à nos armées – on a bien vu que sur certaines de nos capacités, on avait déjà beaucoup livré – et qui nous permet de choisir les alliés, les partenaires, les pays tiers avec lesquels nous voulons travailler et auxquels nous voulons livrer, de choisir le rythme, de choisir les cadences, de bâtir une production. La dépendance sur des éléments essentiels de notre protection ne me semble pas souhaitable et nous avons un immense travail au-delà de ce qui est déjà consolidé à faire en la matière.

Alors, une fois ces constats posés, il faut agir et dans cette perspective, nous avons tous un rôle à jouer. Individuellement, les États doivent se donner les moyens de garantir leur défense. La France a pris ses responsabilités avec sa loi de programmation militaire qui, après la précédente, fait qu'entre 2017 et 2030, la France aura tout simplement doublé son budget de défense. Nous avons pris la mesure du risque et du changement du monde bien avant le début de la guerre et le réveil collectif. Nous avons eu une loi de programmation très expansionniste dès 2018 ; celle-ci ajoute encore ces 100 milliards longuement débattus. Nous aurons doublé notre budget, cet investissement, avec bien sûr les moyens de défense sol-air, de lutte anti-drones, les moyens d'assurer un commandement et un contrôle efficace de nos moyens.

Cependant, nous devons faire mieux aussi collectivement, à deux conditions. La première, c'est de développer une compréhension commune du cadre stratégique. Quels sont les domaines pour lesquels nous voulons maîtriser notre défense et qui ne peuvent être soumis aux décisions d'autres acteurs ? C'est la clé. Cette conférence sur la défense aérienne, dans laquelle l'aviation a un rôle clé, comme nous le mesurons sur le flanc Est de notre continent, est à cet égard un moment important. Et donc, oui, le cap maintenant, c'est à nous, en Européens, de définir le cadre stratégique des coopérations, capacités industrielles ou opérationnelles que nous voulons renforcer dans les prochains mois et les prochaines années.

Et la seconde, c'est de faire toute leur place aux options industrielles européennes. En faisant quoi ? En regardant ensemble notre indépendance en chaîne de valeur. Nous l'avons vécu, qu'il s'agisse d'ailleurs du militaire ou du civil sur le titane. On peut faire tous les plans qu'on veut. Si nous continuons de dépendre, sur des parts de notre chaîne de valeur, de ce qui était quasiment à 100 % russe et, avec pour seule capacité de changement nos partenaires canadiens et américains, qui eux-mêmes sont en train de monter leur production, on n'a pas la réponse. Elle se fait en réorganisant ce qu'on est en train de faire avec nos industriels de la production additive de substitution en diversifiant notre sourcing, etc.

Donc nous devons pousser nos industriels européens, à bâtir l'indépendance des chaînes de valeur, à relocaliser, à redonner aussi des options multiples et donc à diversifier notre sourcing. On doit aussi davantage standardiser en Européens. Je vais y revenir, mais les annonces d'aujourd'hui, et ce qu'on a fait ces dernières années, vont en ce sens. Pourquoi on est obligé encore d'acheter trop souvent américain ? Parce que les Américains ont beaucoup plus standardisé que nous et qu'ils ont eux-mêmes des agences fédérales qui massivement subventionnent leurs industriels. Alors, on peut décider d'utiliser l'argent de nos contribuables à monter les budgets de la défense pour mieux acheter ce que les Américains continueront de produire. Moi, je crois qu'on peut être plus fort en tant qu'armées, réussir à développer une base industrielle de défense et de technologie qui crée de l'emploi chez nous et bien utiliser l'argent du contribuable et, ce faisant, gagner en souveraineté parce qu'on sera moins dépendant des choix technologiques. Simplement, il faut standardiser davantage. Et donc on ne peut pas avoir une telle diversité de standards sur nombre d'éléments de notre gamme. On doit réussir avec nos industriels à changer de logique, et en standardisant davantage, pousser parfois à une logique de stocks qu'on avait oubliée, augmenter le rythme, savoir changer les cadences de production.

C'est notre fameuse économie de guerre, le stock, le rythme. On a parfois triplé des chaînes de production. On a mis un an à le faire. En quelque sorte, nous avons une très grande chance que la guerre ne soit pas sur notre sol, je le dis avec beaucoup d'humilité. Nous avons fait le maximum pour nos amis, nos alliés, nos partenaires ukrainiens. Heureusement qu'on était tous alliés et que les Américains avaient parfois plus de réserves que nous et ont pu aussi beaucoup nous aider, que certains grands pays avaient de la réserve, mais on n'en avait pas suffisamment collectivement. Donc plus d'indépendance des chaînes, standardisation, stocks, rythmes et continuer et massifier l'innovation et la flexibilité dans les développements, c'est le cap que nous devons suivre.

Je voudrais conclure pour illustrer ces mots, avec 3 cas concrets majeurs qui sont le fruit de vos travaux. Le premier, c'est la signature d'une lettre d'intention entre France, Belgique, Chypre, Hongrie et Estonie pour l'acquisition commune de missiles Mistral. C'est un très bel exemple de coopération souveraine des Européens sur, d'ailleurs, une gamme qui est tout à fait pertinente et qui n'était pas assez couverte.

Le deuxième concerne l'aviation, composante clé de la défense aérienne. Je suis heureux de pouvoir vous confirmer la rejointe prochaine par la Belgique du programme SCAF, initialement comme observateurs, ce système de combat aérien du futur que nous développons avec l'Allemagne et l'Espagne, que nous avons voulu il y a 6 ans avec nos partenaires allemands puis que nous avons élargi avec nos partenaires espagnols. C'est une évolution majeure et cet élargissement permettra encore d'ancrer davantage en Europe ce projet au cœur de la défense aérienne de demain.

Enfin, et pour revenir à la réalité plus immédiate et impitoyable de la guerre en Ukraine, je suis heureux de pouvoir vous annoncer, avec ma collègue italienne Giorgia MELONI, que le SAMP/T franco-italien est désormais déployé et opérationnel en Ukraine, où il protège des installations clés et des vies. C'est vraiment l'Europe qui protège l'Europe et c'est au fond ainsi si on devait résumer le cœur de notre projet.

Voilà les quelques mots que je voulais ajouter à vos travaux à ce que vous avez initié aujourd'hui. Je pense qu'il nous faut, à marche forcée, continuer d'avancer pour créer davantage de projets communs sur la base de cette plus grande intimité stratégique. Mais il faut que celle-ci soit adaptée à l'évolution des menaces, réaliste quant à ce que nous pouvons faire et prenne en compte la totalité de nos capacités qui sont, je dirais, déjà mises ensemble.

Je ne serai pas plus long. Je vous remercie à nouveau en tout cas de votre présence à Paris aujourd'hui et surtout du travail intime, franc de chaque jour parce que je n'oublie jamais quand on parle de ces sujets, on parle évidemment de partenariat de Gouvernement à Gouvernement, qu'on parle de nos équipes, de nos ministères, de nos industriels, de nos ingénieurs, mais nous parlons aussi de nos soldats, de tous nos militaires et de cette fraternité d'âmes et d'armes qui permet à nos pays de tenir et à notre Europe de tenir. Il en va de leur vie et il en va de notre sécurité. Et ils méritent cette cohérence, cette exigence et ces investissements. Je vous remercie.